

JUSTICE

Jacqueline Sauvage change d'avis et fait appel

Jacqueline Sauvage, condamnée à dix ans de réclusion pour le meurtre de son mari violent, a décidé de faire appel du rejet de sa demande de libération conditionnelle. Elle avait fait savoir jeudi qu'elle renonçait, tant elle était, selon son entourage, «*épuisée de l'acharnement judiciaire à son encontre*». Mais elle a finalement changé d'avis vendredi, a indiqué hier le parquet de Melun. Celui-ci, qui soutenait sa demande de libération conditionnelle, fera donc lui aussi appel. Un revirement en faveur duquel plaident ses avocates: «*Nous avons la conviction qu'elle ne pourrait aller jusqu'à la fin de sa peine sans risque, qu'elle devait penser à elle.*»

Montebourg se déclare pour 2017 et éreinte Hollande

L'ancien ministre de l'Économie Arnaud Montebourg a annoncé hier à Frangy-en-Bresse (Saône-et-Loire) sa candidature à l'élection présidentielle, dans un discours-fleuve où il a éreinté le bilan du quinquennat de François Hollande, qui n'est selon lui «*pas défendable*».

Il n'a pas précisé s'il entendait affronter le président sortant directement au 1^{er} tour de la présidentielle, ou bien dans le cadre de la primaire de la Belle Alliance populaire décidé par le PS en juin. Mais cette dernière option serait étonnante au vu de la sévérité des critiques qu'il a adressées hier au locataire de l'Élysée. «*Il m'est impossible, comme à des millions de Français, de soutenir l'actuel président de la République [...]. Ce n'est pas possible parce que l'échec qui est le nôtre devant la France provient du reniement et du renoncement*», a lancé le quin-



«Il m'est impossible, comme à des millions de Français, de soutenir l'actuel président de la République.» (Photo AFP)

quagénaire sous les applaudissements de plus d'un millier de ses partisans, rassemblés à l'occasion de la 44^e Fête de la Rose de Frangy, rebaptisée «Fête populaire». Avant de demander à François Hollande de «*bien réfléchir*» à sa candidature, au regard de «*la faiblesse inédite et historique qui est la sienne*» et de «*l'intérêt supérieur du pays*».

Celui qui avait dû quitter le gouvernement il y a deux ans a déroulé un embryon de programme, articulé autour de cinq «*défis*»: le redécoupage de l'économie française et européenne, la lutte contre le terrorisme, le sauvetage de l'Europe, la refondation du système démocratique, la mutation écologique.

Dans ce projet «*socialiste*» mais «*pas seulement*», qui «*puisse son inspiration dans les sources du gaullisme social*», figurent entre autres l'«*annulation progressive des hausses d'impôts de ces cinq dernières années sur les revenus du travail des classes moyennes et populaires*»; la création d'un service national civil et militaire d'une durée de six mois; le retour au septennat, mais non renouvelable; l'instauration d'une dose de proportionnelle; et la limitation de l'article 49-3 aux questions budgétaires.